

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60451

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

zählt waren. Das bunte Bild, das der Autor zeichnet, basiert auf Presseartikeln, Tagebuchaufzeichnungen und Gesprächen mit Zeitzeugen. So entsteht beispielsweise eine fast schon bestütigende Schilderung der Verbrennung der Akten des Quai d'Orsay, jenes Feuers also, das ganze Historikergenerationen zur Verzweiflung gebracht hat. Die Akteure der Zeit – Alexis Léger, Anatole de Monzie, natürlich auch Daladier und Georges Mandel – läßt Lottman in dieser und in anderen Szenen noch einmal Revue passieren. Eine besondere Rolle spielt der Botschafter der Vereinigten Staaten, Bullitt, mit dem die »décideurs« der französischen Seite unablässig konferierten, ohne jedoch die zwischen Washington und Paris vorherrschende Entfremdung beseitigen zu können.

Im Angesicht der herannahenden deutschen Truppen wandelte sich das Straßenbild in der »Stadt des Lichts« drastisch: Die Fensterläden blieben geschlossen, aus den Metro-Stationen wurden Luftschutzbunker, und Autos fuhren auch nicht mehr. Das frühlingshafte Treiben auf den Boulevards wich ängstlicher Stille in Erwartung der Besatzer. Am 13. Juni 1940 wird Paris »offene Stadt«. Am 14. hissen die Soldaten der 87. Infanteriedivision über dem Hôtel de Ville das Hakenkreuz. Neun Tage später kommt es zu einer gespenstischen Besichtigung: Hitler landet in Le Bourget. Zusammen mit Speer und Arno Breker fährt er im offenen Mercedes durch eine menschenleere Stadt – zur Oper, auf die Champs-Élysées, zum Panthéon. Nach nur drei Stunden fliegt der »Führer« zurück nach Berlin.

Es ist kein wissenschaftliches Buch, das Lottman vorgelegt hat. Der Autor will mehr erzählen denn erklären, mehr parlieren als analysieren. Auf Fußnoten verzichtet Lottman gänzlich, und auch die einschlägige Literatur findet allenfalls sparsame Erwähnung im Anhang. Mag auch der Forschung mit diesem Buch nur wenig gedient sein, so sei sein erzählerischer Wert gleichwohl hervorgehoben.

Hans F. BELLSTEDT, Heidelberg

Eckard MICHELS, *Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944. Ein Beitrag zu den deutsch-französischen Kulturbeziehungen und zur auswärtigen Kulturpolitik des Dritten Reiches*, Stuttgart (Franz Steiner) 1993, 291 p. (Studien zur modernen Geschichte, 46).

Version légèrement remaniée d'une thèse d'histoire soutenue en 1992 sous la direction de Klaus-Jürgen Müller, cet ouvrage aborde, à travers le rôle du premier Institut allemand en France, la politique culturelle du III<sup>e</sup> Reich et les relations culturelles franco-allemandes. Créé en 1940, après l'armistice, sous la direction de Karl Epting, directeur jusqu'en 1939 de l'Office allemand d'échanges universitaire (DAAD) les activités de cet institut seront développées sans discontinuer malgré les impératifs de la guerre totale, jusqu'au repli forcé en août 1944.

Selon un plan classique en trois parties, ce qui n'évite pas certaines redites, sont évoquées successivement les activités du DAAD jusqu'en 1939 et l'itinéraire de K. Epting, l'évolution de la politique culturelle du III<sup>e</sup> Reich, les activités de l'Institut allemand sous l'égide d'Epting qui fait aussi office de conseiller culturel de l'ambassadeur Abetz jusqu'au printemps 1942.

S'il y a quelque excès à reprocher aux chercheurs français d'ignorer largement le sujet, de même que les études allemandes et anglo-saxonnes – ce qu'infirmement d'ailleurs les publications utilisées et les ouvrages cités en bibliographie – l'auteur a le mérite incontestable de situer son étude dans le cadre plus vaste de la politique culturelle du III<sup>e</sup> Reich. Et ce, grâce à des documents d'archives peu ou pas exploités jusqu'à présent de l'Auswärtiges Amt et du Bundesarchiv, énoncés, fait appréciable, de façon détaillée dans la bibliographie. Ce que confirme l'analyse de Michels, c'est le passage avec le nazisme d'une conception traditionnelle des relations culturelles à une confrontation des cultures nationales visant à prouver la vitalité supérieure de la culture allemande sur le modèle français de »rayonnement intellectuel«. Modèle à la fois envié et considéré comme un obstacle aux ambitions hégémoniques de l'Allemagne nazie, auquel Ribbentrop emprunte dès 1938, avec l'ouverture d'un Institut allemand à

Londres – choix nullement fortuit – la conception d'un réseau d'instituts de diffusion culturelle à l'étranger. Seize des ces instituts seront ouverts par la suite dans les capitales de pays européens occupés, alliés ou neutres, comme la Suède et le Portugal. Exclusion notable: les Pays-Bas et la Norvège destinés à être intégrés dans le Grand Reich futur.

Le fait que, malgré la défaite, la France soit toujours considérée comme une grande puissance culturelle dont il s'agit d'endiguer l'influence pour lui substituer celle de la culture allemande, explique le traitement privilégié de l'Institut allemand en France par rapport au reste du réseau culturel. Avec encore 15 instituts et 47 annexes et des effectifs quasiment stables en 1944 – les départs de lecteurs mobilisés étant compensés par des lectrices adjointes – ce que l'auteur interprète un peu hâtivement comme un aspect de «l'émancipation de fait» et de la modernisation induites par la guerre – ces effectifs représentent, en particulier pour les lecteurs, le quart du total en poste à l'étranger. Quant à la liberté d'initiatives laissée en matière culturelle à Abetz et Epting, du moins jusqu'aux conflits avec Berlin au tournant de 1942/43, Michels l'attribue, à juste titre, à l'absence de conception d'ensemble de la politique culturelle, tiraillée d'une part entre culture et propagande, de l'autre, par la difficulté de légitimer la domination culturelle de l'Allemagne compte tenu de la doctrine antiuniversaliste de sa spécificité «völkisch», partageable tout au plus avec des peuples germaniques. Sans parler du sentiment des peuples victimes de l'expansionnisme militaire du III<sup>e</sup> Reich. De plus, le manque d'intérêt d'Hitler en ce domaine laisse le champ libre aux rivalités des divers services concernés dont Abetz et Epting feront temporairement les frais.

Quelque peu hésitant au départ sur ce qu'il appelle «la volonté sincère d'entente avec la France» de ces derniers, Michels s'attache, au fil des pages, à montrer les limites de cette volonté. Car Abetz et Epting agissent en nationalistes résolus à servir les intérêts du Reich, coopérant régulièrement avec le Sicherheitsdienst et la Propaganda pour l'épuration des éléments juifs ou hostiles à l'Allemagne «nouvelle». La différence par rapport aux autres services résidant dans leur meilleure connaissance du pays et de la psychologie des Français, utile au maintien de l'illusion d'un partenariat franco-allemand malgré et par delà l'occupation.

En fin de compte quels qu'aient été les succès des activités de l'Institut allemand en France jusqu'en 1942 – succès dûs essentiellement à leur neutralité apparente –, Michels rejoint notre constat de leur faible impact, hormis auprès des autorités vichystes, qui en espéraient la promesse d'une place honorable au sein de la future «Europe nouvelle» sous direction allemande. Mais la majorité des Français, notamment des élites intellectuelles, que ses initiateurs espéraient gagner de la sorte alors qu'elle subissait le poids quotidien de l'occupation, resta insensible à cette entreprise de séduction. Si l'auteur réussit à montrer clairement l'enjeu politique de la rivalité culturelle avec la France et la volonté allemande de maintenir l'effort au-delà d'un avenir immédiat rendu incertain par les revers militaires, il manque à son analyse les aspects économiques de cette politique culturelle, qui restent sans doute le facteur le plus actuel dans une Europe confrontée à l'enjeu des «nouvelles routes de l'information».

Rita THALMANN, Paris

Les protestants français pendant la Seconde Guerre mondiale. Actes du colloque de Paris, Palais du Luxembourg, 19–21 novembre 1992, réunis par André ENCREVÉ et Jacques POUJOL, Paris (Société de l'Histoire du Protestantisme Français) 1994, 737 S. (Supplément au Bulletin de la S.H.P.F., 3).

Der mehr als 700 Seiten starke Band über die französischen Protestanten in der Zeit des Zweiten Weltkriegs enthält Zeugnisse erlebter Wirklichkeit, verbunden mit wissenschaftlicher Reflexion. Sämtliche Beiträge entstanden anlässlich einer Tagung, die die Société de l'Histoire du Protestantisme Français (S.H.P.F.) federführend vom 19.–21. November 1992 im Pariser Palais du Luxembourg veranstaltete. André ENCREVÉ, Professor an der Uni-